

22 Nov
9 Déc
2019
16^{ème} Foire
Internationale de
LOME
Faire de toutes les opportunités



Thème : Le E-commerce pour
une forte expansion des échanges

CENTRE TOGOLAIS DES EXPOSITIONS ET FOIRES DE LOME
BP: 1006 Lomé - Togo Tel: (00228) 99 44 92 93 / 90 31 / 98 37



www.cctcf.tg

N° 055 du 23 / 09 / 2019

Libération

Bimensuel togolais d'informations générales d'analyses et de publicité 250F

**CANDIDATURE DU CHEF DE L'ETAT EN 2020
ET ALTERNANCE POLITIQUE SOUHAITÉE P.3**



Seul Faure Gnassingbé a le dernier mot, le reste n'est que masturbation politique

Après les élections législatives du 20 décembre 2018 remportées par le parti Union pour la République (UNIR) et les élections municipales du 30 juin 2019 dont la majorité des communes a été remportée également par la même formation politique, les yeux des Togolais sont désormais rivés sur la présidentielle de 2020. Le débat qui alimente le quotidien des Togolais est la candidature ou non de l'actuel Chef de l'Etat...

ELECTION DES NOUVEAUX MAIRES DU PAYS P.7-9

Zoom sur quelques maires qui suscitent déjà espoir des populations



RENDRE UNE GESTION P.4&5
SAINES DES RESSOURCES ET
LA PÉRENNITÉ DES RECETTES

Les cadres de la SAFER
renforcent leur capacité



PHASE PRATIQUE P.3&4
DE LA DÉCENTRALISATION

Les trois maires dans
la préfecture de Wawa
désormais connus

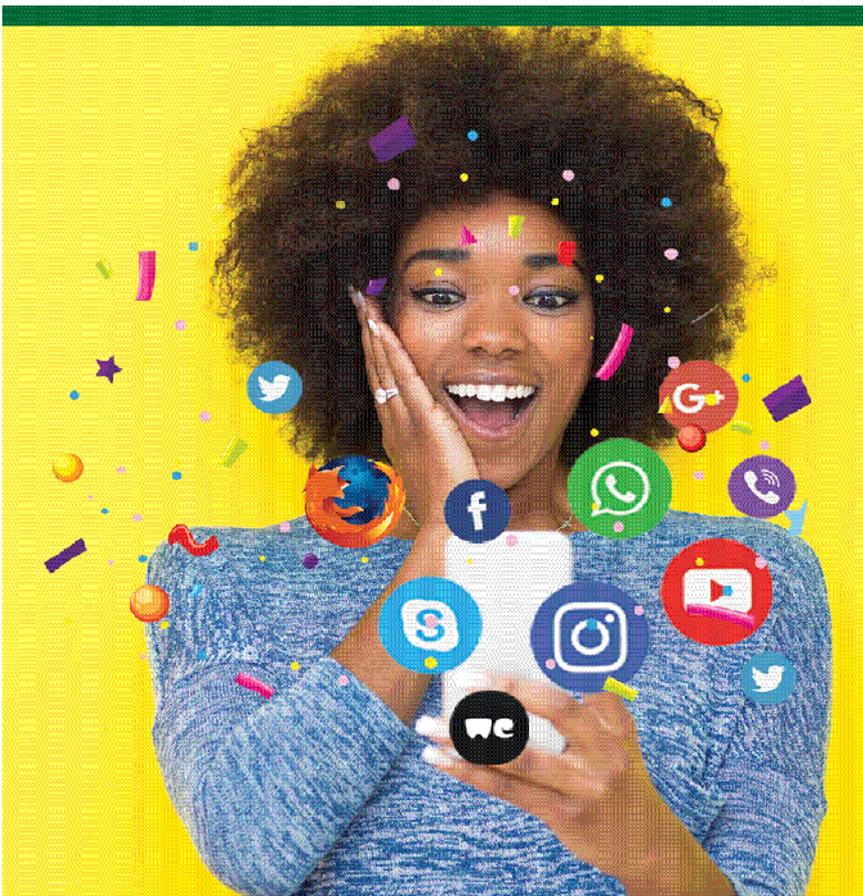


DAPAONG / SOUTIEN AU MANDAT
SOCIAL DU CHEF DE L'ETAT ET
PROMOTION DE L'EXCELLENCE

AJUT fait don de
kits scolaires aux
élèves démunis



P.10&11



Jusqu'au 30 Septembre 2019



Pour son 21^{ème} anniversaire, TOGO CELLULAIRE vous offre jusqu'à...

200%

De bonus sur les forfaits internet

***919*14*2#**

250 Mo + 250 Mo Bonus nuit // 600 Fcfa // **3 jours**

600 Mo + 1 Go Bonus nuit // 1500 Fcfa // **7 jours**

5.5 Go + 11 Go Bonus nuit // 15.000 Fcfa // **30 jours**

Horaire : de 23h à 6h | Solde *919*14*2*4#

#21ans #JoyeuxAnniversaire



LE MEILLEUR RÉSEAU DATA ET LES APPELS LES MOINS CHERS AU TOGO !

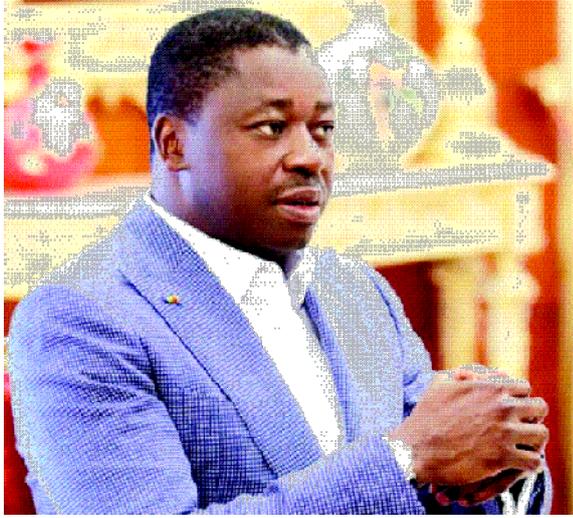


CANDIDATURE DU CHEF DE L'ETAT EN 2020 ET ALTERNANCE POLITIQUE SOUHAITEE

Seul Faure Gnassingbé a le dernier mot, le reste n'est que masturbation politique

Après les élections législatives du 20 décembre 2018 remportées par le parti Union pour la République (UNIR) et les élections municipales du 30 juin 2019 dont la majorité des communes a été remportée également par la même formation politique, les yeux des Togolais sont désormais rivés sur la présidentielle de 2020. Le débat qui alimente le quotidien des Togolais est la candidature ou non de l'actuel Chef de l'Etat qui brigue trois mandats déjà. Pour l'opposition togolaise, un 4^{ème} mandat pour Faure Gnassingbé est de trop. Il faut une alternance politique en 2020 et des stratégies pour y arriver son entrain d'être vainement élaborée tant elle est plus divisé sur des intérêts égoïstes et personnels que sur ce qui les uni. Tikpi Atchadam dans son exil lointain appelait dans un audio le peuple à faire barrage au 4^{ème} mandat de Faure Gnassingbé. Pour l'instant c'est un appel inaudible, car après cet audio, aucune manifestation véritable n'a eu lieu.

Au sein du parti de l'actuel locataire de la marina et de la rotonde, c'est à l'unisson qu'on chante le quatrième mandat de Faure Gnassingbé, leur champion. Le ton avait été donné par le Premier Selom Klassou juste après les élections législatives et relayé par le secrétaire exécutif de UNIR Aklesso Atchole lors



Faure Gnassingbé, Pdt de la République

d'une rencontre avec les populations à Blitta. Après un semblant de trêve, cette chanson a été reprise de plus belle avec les universités des jeunes UNIR puis le PM Klassou rebondit en annonçant lors d'une rencontre avec une délégation du Parti communiste chinois (PCC) une tournée nationale d'explication d'un 4^e mandat de Faure Gnassingbé. A la suite du PM Klassou, le secrétaire exécutif de UNIR revient à la charge et

fait des sorties en faveur du 4^{ème} mandat de leur champion. C'était dans les colonnes du magazine « Economies Africaines ». Le Secrétaire exécutif de l'Union pour la République (UNIR au pouvoir) ne voit que l'actuel Chef de l'Etat, Faure Gnassingbé pour représenter son parti à l'élection présidentielle de 2020. « Nos textes ont présenté clairement dans quelles conditions le candidat est choisi. Bien évidemment, avec

les résultats que Faure Essozimna Gnassingbé engrange à la tête de l'Etat, nous pouvons deviner que les militants vont lui réitérer leur soutien. Il a les compétences pour être candidat. Il a l'énergie et la détermination qu'il faut. Il a la faveur de la législation en vigueur. Rien ne pourra empêcher cette candidature, qui est celle de la jeunesse et des femmes », a-t-il déclaré. Au vu du bilan de l'actuel Chef de l'Etat, le député à la sixième législature dit être convaincu pour la victoire à la prochaine élection présidentielle. « Notre leader charismatique, qui est également le Président de la République, a un bilan éclatant », a-t-il souligné. En ce sens, le Secrétaire exécutif d'UNIR fait savoir que son parti s'est fixé pour objectifs de travailler pour le bien-être de la population et le développement du pays.

En réalité, tout ça ne sont que des agitations, de la diversion et une masturbation politique car personne ne décidera à la place de l'actuel président de la République, même au congrès du parti, c'est Faure Gnassingbé qui est le Président fondateur de cette formation politique qui donnera des orientations à suivre. S'il décide de ne pas être candidat, quel militant peut l'obliger à l'être ?

Et s'il juge utile d'être candidat à sa propre succession qui peut l'empêcher ? Certes, la constitution actuelle l'y autorise; mais il est question aussi de bon sens. Somme toute, personne n'est dans le secret des dieux pour savoir ce qui en sera en 2020. Le Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé seul détient le secret. Il est le seul maître de son destin, le seul à avoir le dernier mot. C'est lui seul et en toute conscience sait s'il sera candidat ou non en 2020. L'on se souvient que lorsqu'il avait pris le pouvoir juste à l'annonce du décès du Général Gnassingbé Eyadema avec des allégeances à lui faites par les officiers supérieurs des forces armées togolaises et lorsque l'opinion internationale s'est opposée à cette succession qu'elle jugeait anti-constitutionnelle, les cadres du parti RPT à l'époque avaient affirmé mordicus que le chien aboi la caravane passe et que Faure Gnassingbé ne lâchera pas le pouvoir. La suite tout le monde le sait. Faure a démissionné au grand dam des militants et sympathisants. Aujourd'hui, certains affirment que des pressions sont entrain d'être exercés sur le Président de la République pour qu'il renonce à son 4^{ème} mandat. Ce qui se trame actuellement autour de ce 4^{ème} mandat, Faure Gnassingbé seul le sait et garde ça pour lui attendant le moment venu pour se prononcer et mettre les agitateurs devant le fait accompli.

La rédaction

PHASE PRATIQUE DE LA DÉCENTRALISATION

Les trois maires dans la préfecture de Wawa désormais connus

Dans le prolongement des élections locales que le Togo vient de connaître, il est attendu que les conseillers municipaux de chaque commune du pays se retrouvent dans un délai bien précis pour élire leurs maires et leurs adjoints. Quelques jours donc après la proclamation définitive des partielles par la chambre administrative de la cour suprême, le pays entre de plain-pied dans la décentralisation avec l'élection des maires. Ainsi, tout comme les autres communes du pays, les communes Wawa 1, 2 et 3 ont désormais leurs maires. Le vote s'est déroulé le vendredi 13 septembre 2019 d'abord à Gbadi Nkougna, chef lieu de la commune Wawa 2 avec l'élection de Bossiade Koudjo en qualité de maire, ensuite à Okou, chef lieu de la commune Wawa 3 avec comme maire M. Wletou Yao Kounalè et enfin à Badou chef lieu de la commune Wawa 1 avec comme maire Assemuah Ogah Yao. Le fait majeur est que le vote dans l'ensemble s'est déroulé dans de bonnes conditions et dans la sérénité en présence du préfet de Wawa, M. Soménou Atsu, de l'honorable Yentoumi Kodjo Ikpaledou et certains cadres de UNIR de la préfecture.

Les Togolais n'auront pas attendu trop longtemps pour connaître toutes les personnalités qui vont diriger leurs différentes communes pour les six prochaines années. Depuis quelques semaines, on assiste ça et là à l'élection des maires issus des élections locales du 30 juin et 15 août 2019 pour les partielles. Dans la préfecture de Wawa, le vote des personnalités devant siéger dans les trois communes s'est déroulé le vendredi 13 septembre passé en présence du préfet de Wawa, M. Soménou Atsu. Il avait à ses côtés l'honorable député Yentoumi Kodjo Ikpaledou et d'autres cadres UNIR de la localité. Le vote des maires dans cette préfecture a commencé par la commune Wawa 2. Et c'est à l'unanimité des conseillers que M. Bossiade Koudjo a été porté à la tête de

cette commune. C'était une joie pour la population de cette commune de voir cette personnalité portée la tête de celle-ci eu égard à tout ce qu'il a déjà posé comme actions de développement à la base dans cette localité. C'est dans la liesse et la joie totale que cette élection a eu lieu. Après l'élection du maire, Mme Obim Amah, a été élue Adjointe au maire. Après Gbadi N'Kugna, c'est le tour de Okou, chef lieu de la commune Wawa 3 de connaître son maire et son adjoint. Là c'est M. Wletou Yao Kounalè qui a été élu maire avec six (6) voix sur dix (10). M. Akossifia Djifa a été élu adjoint au maire avec les mêmes voix. Le vote dans la commune Wawa 1 s'est déroulé à Badou chef lieu. Le vote qui s'est déroulé à la mairie de la ville a été sanctionné par l'élection du

candidat de UNIR en la personne de Assemuah Ogah Yao avec douze (12) voix sur quinze (15). Le premier adjoint est également issu de UNIR. Il s'agit de M. Tchamadja Bawubadi Malaki. Il a été élu avec quatorze (14) voix sur quinze (15). L'élection du deuxième adjoint au maire a mis au prise un candidat de UNIR et celui de l'ANC. Il s'agit des candidats Atsu Adjovi de UNIR et Apim Komi de l'ANC. Au décompte final, c'est la candidate de UNIR Atsu Adjovi qui l'a emporté avec treize (13) voix contre deux (2) pour le candidat de l'ANC. Somme toute, ce sont les conseillers municipaux du parti Union pour la République qui ont été élus maires et maires-adjoints dans les trois communes de la préfecture. Une élection qui vi-



L'honorable Yentoumi donnant son impression après l'élection à Badou

siblement a satisfait les cadres du parti qui s'en réjouissent d'abord pour la sérénité, le calme et la discipline qui ont caractérisé ce vote et ensuite pour la forte assise de leur formation politique dans la préfecture. « Nous venons de terminer l'élection des maires dans les trois communes de la préfecture de Wawa », a déclaré l'honorable député Yentoumi Kodjo Ikpaledou, coordonnateur des élections locales dans la commune Wawa 1. Le député Yentoumi s'est ensuite réjoui du fait que cette élection soit déroulée dans le calme, la transparence, dans la sérénité et de manière démo-

cratique. « Vous auriez pu constater que ces élections ce sont bien déroulées. Nous avons débuté avec Gbadi N'Kugna pour terminer à Badou en passant par Okou. Je remercie le Seigneur qui a fait que les uns et les autres se sont compris et nous avons fait un vote participatif qui a permis d'élire les trois maires dans la sérénité. Cette politique de décentralisation tiens à cœur au Chef de l'Etat et s'inscrit en grande partie dans le Plan National de Développement (PND). C'est une élection qui a

Suite à la page 4

RENDRE UNE GESTION Saine DES RESSOURCES ET LA PÉRENNITÉ DES RECETTES

Les cadres de la SAFER renforcent leur capacité

Les cadres de la Société Autonome de Financement de l'Entretien Routier (SAFER) ont démarré une formation depuis le lundi 03 septembre 2019 à Lomé. Cette formation de trois semaines initiée par ladite société et assurée par l'institut canadien de développement international à pour objectif de renforcer les capacités de ses agents en élaboration des documents de programmations pluriannuelles de dépenses. Cette rencontre a connu la présence effective du Directeur Général de la SAFER, M. Sylvain Atoute Outchancha qui avait à ses côtés les formateurs en l'occurrence M. Richard Maheu, associé de l'ICDI et chef de mission puis M. Louis Desrosiers, formateur chez ICDI.

La Société Autonome de Financement de l'Entretien Routier (SAFER) a organisé depuis le lundi 03 septembre 2019 à Lomé une séance de renforcement des capacités de ses cadres en élaboration des documents de programmations pluriannuelles de dépenses. Cette formation est assurée par l'institut cana-

dien de développement international. La cérémonie d'ouverture a été faite par M. Sylvain Atoute Outchancha, Directeur Général de la SAFER en présence des formateurs. Ainsi, durant trois semaines à Lomé, les cadres de la Société Autonome de Financement de l'Entretien Routier seront mieux outillés dans

l'élaboration des documents de programmations pluriannuelles de dépenses. Sur initiatives des premiers responsables de l'institution en charge de l'entretien du réseau routier du Togo, Celui-ci devra permettre à tous les participants d'acquérir les connaissances et compétences nécessaires dans la conception des

documents qui tiennent en compte le suivi et évaluation des dépenses effectués dans le compte de l'entretien routier.

Dans son intervention, le Directeur Général de la SAFER, M. Sylvain Atoute Outchancha, a relevé l'importance de bonnes pratiques qui selon lui donne forcément de bons résultats. Il a de ce fait invités les uns et les autres à travailler à l'instar du chef de l'Etat afin de créer des richesses profitables à tous. « nul ne doit ignorer les bonnes pratiques qui concourent à l'amélioration et à la croissance des résultats attendus par les Togolais en gé-

néral et les plus hautes autorités en particulier dans les programmes de l'entretien de l'ensemble du réseau routier national. Nous devons travailler à l'image du Président de la République pour créer de la richesse dans l'intérêt du pays », a-t-il indiqué avant d'ajouter, « C'est donc pour être à la hauteur de ces attentes que des formations périodiques sont organisées à l'endroit des cadres de la SAFER ».

Les participants à cette formation sont les responsables des quatre services de la société à

Suite à la page 5

PHASE PRATIQUE DE LA DÉCENTRALISATION

Suite de la page 3

Les trois maires dans la préfecture de Wawa désormais connus



Le maire de Wawa 1 et ses deux adjoints posant avec les cadres UNIR et les officiels

été faite en public et dans la transparence totale », a-t-il poursuivi, indiquant que les trois maires sont issus du parti UNIR et selon lui ce n'est pas l'effet d'un hasard, c'est la résultante du travail bien fait sur le terrain et qui a permis une forte assise du parti dans toute la préfecture de Wawa et qui a ensuite abouti à la victoire écrasante de leur grande formation politique. « Vous avez constaté aussi qu'au niveau de la commune Wawa 2 UNIR a remporté dix sur onze voix, au niveau de la commune Wawa 3, UNIR a remporté six voix sur dix et à la commune Wawa 1, UNIR a remporté 12 sur 15 en ce qui concerne l'élection des maires. Nous sommes mobilisés derrière le Président de la République et dans la préfecture de Wawa, nous avons fait un bon travail pour donner la force au Chef de l'Etat pour qu'il puisse aisément poursuivre sa politique de développement du pays. Aujourd'hui, la politique de décentralisation permet aux nouveaux maires de procéder au développement de leurs communes en construisant des écoles, des centres de santé, l'adduction d'eau potable, la réhabilitation des pistes rurales, des rues et l'assainissement de villes. Ceci pour être en phase avec la vision du Chef de l'Etat Faure Essozimna Gnassingbé », a-t-il conclu.

Du côté des maires élus, ceux-ci ont remercié le Chef de l'Etat pour la confiance à eux faite en

les positionnant d'abord sur la liste des candidats à ces élections locales et ensuite en les portant à la tête de leurs communes respectives. Ils ont promis donner le meilleur d'eux-mêmes pour que cette décentralisation voulue par le Président de la République soit une réussite. « Je tiens d'abord à remercier le Tout Puissant pour tout ce qu'il a réalisé dans ma vie. Ensuite je voudrais remercier du fond du cœur le Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé, président de notre grand parti Union pour la République (UNIR) pour avoir initié cette décentralisation qui est aujourd'hui une réalité et surtout la confiance faite à ma personne en me choisissant comme candidat tête de liste pour ces élections locales et qui aujourd'hui m'a propulsé à tête de la commune Wawa 2. Pour ma part, je ne lésinerai pas sur les moyens. C'est pourquoi, je donnerai le meilleur de moi-même pour être à la hauteur de la mission à me confiée et surtout pour combler les attentes des populations de la commune Wawa 2. La tâche est certes difficile mais avec la collaboration des autres conseillers avec lesquels je vais travailler d'une manière collégiale et en synergie, nous allons développer les trois cantons de la commune à travers la construction des écoles, des infrastructures et moderniser l'agriculture », a indiqué M. Bossiade Kouidjo, nouveau maire de la commune Wawa 2. Même son de cloche chez M. Assemuah

Ogah Yao. « Comme un heureux élu, je suis très honoré et très content d'être élu maire de la commune de Wawa 1 au cours d'une élection qui a été assez sereine et disciplinée et je me réjoui d'être élu pour pouvoir assumer cette responsabilité. Les enjeux pour la mission qui m'est confiée sont grands et les défis sont énormes. Mais je voudrais dire que dans un concept de développement participatif, nous

semble ils puissent relever les défis de développement. « Je ne suis qu'un porte-parole au sein de mes collègues élus. Je ne me vois pas en tant que chef mais plutôt un collaborateur. Donc entre les autres conseillers et moi il n'y aura pas de différence c'est une collaboration, une relation de travail. Je voudrais remercier le Chef de l'Etat, Président de notre grand parti pour la confiance faite à ma personne et qui m'a choisi pour être candidat pour les élections locales, élections sans laquelle je ne serais pas élu en qualité de maire de la commune de Wawa 1. Je voudrais donc lui témoigner de vive voix toute ma gratitude et ma reconnaissance. A l'endroit des mes collègues conseillers, je voudrais leur dire un grand merci. Je voudrais aussi dire un merci pour ceux qui n'ont pas voté pour moi car ça dénote de la différence positive et participe aussi à la vitalité de notre démocratie. A la population de la commune de Wawa 1, je leur dit un, sincère merci et leur rassurer que nous sommes là pour travailler ensemble pour dévelop-

j'ai besoin d'eux pour qu'ensemble nous puissions développer notre commune car nous défendons les mêmes causes qui sont cristallisées dans la vision politique du Chef de l'Etat, le Président de notre grand parti UNIR », a-t-il indiqué avant de reconnaître que la tâche qui l'attend est immense mais avec la collaboration de tout le monde ils peuvent relever les défis qui les attendent. « Avec la collaboration des autres conseillers et de la population, nous allons relever les défis et je promets que de zéro nous serons héros », a-t-il dit.

Comme on le voit bien les conseillers municipaux fraîchement élus n'ont pas eu de répit pour élire les maires. Ils ont respecté la loi sur la décentralisation et les libertés locales qui dispose en son article 90, « au cours de sa première réunion, le conseil municipal élit le maire et les adjoints parmi ses membres, au scrutin uninominal secret et à la majorité absolue des suffrages exprimés. Toutefois, si après deux tours de scrutin aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, l'élection a lieu à la majori-



Les cadres UNIR et les officiels assistant à l'élection du maire et son adjoint dans Wawa 3

per notre chère commune », a-t-il conclu. Pour le nouveau maire de la commune Wawa 3, M. Wietou Yao Kounalé « Je remercie d'abord le Seigneur ensuite les plus hautes autorités du pays pour le choix porté sur ma modeste personne. Pour les autres conseillers qui n'ont pas la chance de briguer ce poste je compte aller vers eux pour les amener à collaborer avec moi,

rité relative. En cas d'égalité de voix, le candidat le plus âgé est élu ». Toutes les dispositions légales ont donc été prévues par le législateur et l'autorité en charge de la décentralisation. Dans la préfecture de Wawa par exemple, les élections se sont déroulées en présence du Préfet Soménu Atsou et les représentants des partis politiques en lice pour ces élections locales.

Fana

RENDRE UNE GESTION Saine DES RESSOURCES ET LA PÉRENNITÉ DES RECETTES

Les cadres de la SAFER renforcent leur capacité

Suite de la page 4

savoir : le service financier et comptable, l'audit interne, l'administration et les ressources humaines puis celui de l'exploitation des péages. Sont également associés à la formation, les chefs de postes de péages, les délégués de l'autorité de régula-

tion des marchés publics, les chargés d'appui aux projets d'intérêts communautaires etc. Pour M. Tyr, chef service audit interne de la SAFER. La SAFER est dans une logique d'amélioration des résultats, c'est pourquoi, estime-t-il que cette formation vient à point nommé pour leur permettre de sortir des objectifs tels exprimés par le premier responsable de la société. « La SAFER s'est engagée à améliorer nettement les résultats de sa mission. La présente formation, au-delà de tout, nous permettra de sortir des objectifs plus précis comme l'a toujours souhaité notre Directeur Général M. Sylvain Outchancha qui ne ménage aucun effort pour l'atteinte des missions qui sont assignées à la SAFER. Il a toujours donné des instructions afin que nous puissions jouer efficacement notre partition conformément à la politique d'émergence du Chef de l'Etat et à la mise en œuvre du Plan national de développement (PND) 2018-2022. C'est donc pour renforcer nos capacités dans l'atteinte de nos objectifs que cette formation est organisée. De celle-ci, sortiront deux documents à savoir : le plan stratégique de la SAFER et le document de programmations pluriannuelles de dépenses. Ce qui nous permettra de concrétiser ce qui sera prévu pour être exécuté. Etant donné aussi que tout développement passe par le développement de la route, nous avons la lourde mission de maintenir l'équilibre dans le travail pour accroître les recettes et rassurer les investisseurs nationaux et étrangers, les bailleurs de fonds etc. dans la confiance qu'ils peuvent accorder au Togo pour investir dans la réalisation du PND », a-t-il confié.



M. Tyr (1er à gauche), chef service audit interne de la SAFER suivant la formation

de l'ICDI et chef de mission puis M. Louis Desrosiers, formateur chez ICDI. M. Richard Maheu, formateur, décline les modules qui seront dispensés au cours des trois semaines de formation. « Notre cabinet, Institut canadien de développement international (ICDI) a été retenu par la SAFER pour produire un plan

accompagner son plan stratégique. Les DPPD s'inscrivent dans la ligne droite du décret pris par le gouvernement afin de doter toutes les institutions d'un budget programme et d'évaluer l'institution en rapport avec les résultats attendus. Ce sont des réformes très en phase avec le Plan national de développement

pour cette raison que nous pensons qu'au sortir de cette formation, les cadres de la SAFER se doivent d'élaborer leur budget avec aisance, et le mettre en œuvre conformément au plan national de développement. Notre rôle étant la mobilisation des fonds pour financer la mise en bon état de la route, nous

formation, de mettre en pratique les connaissances reçues en rapport avec l'élaboration des documents de programmations pluriannuelles de dépenses », a-t-il souhaité. Ces formations périodiques constituent également des aubaines de réflexions sur les différents modes de gestions de fonds d'entretien rou-



Autres cadres de la SAFER suivant également la formation

stratégique devant aboutir à l'élaboration des documents de programmations pluriannuelles de dépenses (DPPD). Ce plan mettra en place les stratégies de haut niveau pour l'atteinte des objectifs que le ministère des infrastructures et des transports du Togo et le gouvernement ont assigné à la SAFER. Le document de programmations pluriannuelles de dépenses est un outil de gestion de nouvelle génération. Tout ce qui est lié à l'outil de gestion de nouvelle génération est obligatoire par la loi organique de finance. Tous les organismes, gouvernements et ministères du Togo comme des autres pays de l'UEMOA vont devoir basculer des budgets traditionnels aux nouveaux budgets dénommés budgets programmes. C'est à partir des budgets programmes, qu'il se crée les DPPD. Les DPPD permettent de prendre en compte les coûts et les résultats dont l'objectif est de connaître la nature des résultats engendrés. Autrement dit, est-ce que les dépenses du gouvernement donnent les résultats prévus au départ ? Ce qui oblige les organismes et les gouvernements à évaluer leurs actions par comparaison des coûts et des résultats », a-t-il expliqué.

Pour les responsables de la SAFER, la société se doit de respecter et de s'inscrire dans la logique du gouvernement en matière de réformes. « La Société Autonome de Financement de l'Entretien Routier (SAFER) s'inscrit dans la politique du gouvernement et du pays, surtout quand il s'agit de l'observation et du respect des réformes. La présente formation vise à outiller suffisamment les cadres de la SAFER dans l'élaboration des documents de programmations pluriannuelles de dépenses (DPPD). C'est donc une opportunité qui permettra en amont à la Société en charge de l'entretien routier de mieux élaborer des documents pour

(PND) 2018-2022, lancé officiellement le 04 mars dernier par le Président de la République qui invite toutes les structures à suivre une ligne de conduite pour une meilleure rentabilité susceptible de contribuer à l'atteinte des résultats fixés par l'Etat », a laissé entendre M. Djouli Issifou, Chef service administratif et des ressources humaines de la SAFER. « A travers cette formation, la SAFER se doit de se mettre en phase avec les nouvelles formes de fonctionnement et les nouvelles orientations stratégiques et politique de l'Etat togolais. Nous sommes appelés à jouer efficacement notre rôle pour l'atteinte des missions qui nous ont été confiées par le gouvernement. C'est

nous devons être en mesure d'élaborer des documents liés aux dépenses et aux résultats », fait savoir le chef service financier et comptable, Améadji Allognon. M. KPANGO Akparou Dieu-donné, chef service d'exploitation des péages, pour sa part exprime les attentes au sortir de cette formation, « les acquis attendus de cet atelier de trois semaines se résumant, non seulement aux documents qui en découleront, mais également à leur mise en œuvre par tous les cadres et alliés de la SAFER. Pour avoir participé à leur élaboration et à leur réalisation, constitue un atout inestimable dans son pilotage. Nous devons être en mesure, à la fin de cette

tier pour de possibles inspirations. Aussi, faut-il rappeler que la SAFER a été créée par décret n°2012-013/PR du 26 mars 2012 et demeure un établissement public doté de la personnalité juridique et d'une autonomie financière et administrative. Elle a pour mission principale d'assurer le financement de l'entretien de l'ensemble du réseau routier national sur la base d'un programme annuel de travaux. C'est pourquoi elle mobilise chaque année autant de ressources que nécessaires pour garantir le financement en temps réel des besoins d'entretien routier dans les meilleures proportions.

La Rédaction

ACHAT DE 9 TONNES DE TOMATES

Le ministère de l'Agriculture sauve les producteurs de la Région Maritime de la mévente

L'Etat togolais à travers le ministère de l'Agriculture, de la Production animale et Halieutique, en partenariat avec certaines structures publiques et privées, s'est mobilisé ce 12 septembre, pour acheter une cargaison de plus de 9 tonnes, soit environ 256 paniers à un prix très intéressant de 2000 francs l'unité. Une manière de permettre aux producteurs de ne pas être exposés à la perte de leurs récoltes de tomates, denrées facilement périssables. Une manière de permettre aux producteurs de ne pas être exposés à la perte de leurs récoltes de tomates, denrées facilement périssables. Cette action de solidarité vise, d'une part à aider à la résilience de producteurs de tomates et d'autre part, à pérenniser la filière au Togo. C'est le directeur de cabinet dudit ministère,



M. Konlani, DC de MAPAH recevant symboliquement un panier de tomate

M. Konlani Dindigoue qui a procédé au nom de son ministre de tutelle à la réception de cette cargaison de tomate achetée. La campagne de rachat des stocks de tomates auprès des

producteurs locaux par le gouvernement se poursuit avec une nouvelle initiative de la direction des filières végétales consis-

Suite à la page 6

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA SAFER ENTRAÏDE

Mme Sama Kondokissem élue à la tête du nouveau bureau exécutif pour un mandat de trois ans

Les membres de l'association SAFER Entraïde étaient en une assemblée générale le samedi, 14 septembre 2019 à Lomé. Cette rencontre fait suite à l'article 28 et intervient sur convocation du Président du bureau exécutif par intérim. Ainsi, après avoir passé en revue les textes et le règlement intérieur qui régissent leur organisation, ceux-ci ont procédé à la mise en place d'une nouvelle équipe dirigeante. Elle est dirigée par Mme Sama Kondokissem pour un mandat de trois ans.

Le samedi 14 septembre 2019, les membres de l'association SAFER Entraïde se sont réunis à Lomé au cours d'une assemblée générale sur convocation du Président du bureau exécutif par

pour mission essentielle de promouvoir l'esprit d'entraide entre ses membres à travers des cotisations et de favoriser la solidarité et la coopération entre ceux-ci. Cet esprit de famille est bien

semblée générale, huit rapports ont été présentés. Le rapport moral, présenté par le Président du bureau exécutif par intérim, M. Issifou Djoulila, a clairement mentionné le climat qui a prévalu dans l'association durant les

nomme de Financement de l'Entretien Routier pour toute son implication dont l'objectif est le meilleur fonctionnement de l'association. En ce qui concerne le rapport financier, il y a lieu de préciser que l'association a, depuis 2012 octroyé plus 700 millions de FCFA à ses adhérents dont le nombre s'élève à plus de 400 employés à la date de ladite Assemblée générale. Le bureau exécutif ayant un mandat de trois

politique de gestion des ressources de la SAFER Entraïde et rend compte périodiquement de son mandat à l'Assemblée générale dans les conditions fixées par les statuts. Quant à l'Assemblée générale, elle est l'organe suprême de la SAFER Entraïde. Elle est convoquée tous les trois ans.

Les ressources de l'association proviennent des droits d'adhésion, des cotisations, des dons, des parts sociales, les frais de dossiers d'appui financier, les intérêts perçus sur les appuis financiers ou sur placement bancaire d'une part, et d'autre part, des subventions annuelles remboursables reçues de la direction de la SAFER. Le membre a le devoir de respecter les statuts du règlement intérieur, de se conformer aux décisions de l'assemblée générale et des autres organes, et de défendre les intérêts et le patrimoine de la SAFER Entraïde. L'appui financier dont il bénéficiera, ne peut excéder trois fois son épargne. L'article 25 de l'association stipule que le taux d'intérêt applicable aux appuis financiers doit être inférieur à ceux pratiqués par les institutions de micro finances et des institutions bancaires. Ce taux d'intérêt composé annuel est fixé à 4% pour les appuis financiers. Les textes étant passés en revue et quelques articles modifiés, ceux-ci ont été adoptés à l'unanimité par tous les membres de l'association présents à cette assemblée générale.

Le Directeur Général de la SAFER, M. Sylvain Outchantcha, qui a présidé l'ouverture de la

Suite de la page 7



intérim et en vertu de l'article 28. Les travaux de cette rencontre ont d'abord porté entre autres sur les liens communs et affiliation, la durée de l'association, les règles d'action, les conditions d'adhésion, la perte de la qualité de membre avant de procéder à l'élection du nouveau bureau.

En effet la SAFER Entraïde a

entretenu par le premier responsable de la Société Autonome de Financement de l'Entretien Routier afin de permettre à tout le personnel de parvenir à un mieux-être. Après sept ans d'activités, le bureau exécutif fait le bilan de ses réalisations en lien avec les autres organes, y compris la gérance. Pour cette As-



sept années : les succès, les efforts consentis, les difficultés rencontrés puis les approches de solutions pour améliorer les prestations de cette microstructure interne d'entraide créée par le personnel et pour le grand bénéfice du personnel. Il a exprimé toutes ses reconnaissances au Directeur Général de la Société Auto-

ans, est l'organe de veille du bon fonctionnement de cette association qui a pour vocation d'assister financièrement tous ses membres en cas de nécessité ou de besoin avéré. Dans ce sens, le bureau assure le respect des prescriptions légales, réglementaires et statutaires et convoque l'assemblée générale. Il définit la

ACHAT DE 9 TONNES DE TOMATES

Le ministère de l'Agriculture sauve les producteurs de la Région Maritime de la mévente

Suite de la page 5

tant en une opération citoyenne d'achat des tomates en cette période d'abondance.

Démarrée le jeudi 12 septembre à Lomé, cette initiative consiste à lancer des commandes auprès de la direction des filières végétales qui se charge d'acheter les tomates à 2000 FCFA le panier de 35 kg, auprès des producteurs qui éprouvent des difficultés à écouler leur produit. Cette première opération a permis d'écouler 9 tonnes de tomates en raison de 254 paniers de 35 kg. Cette initiative permet aux producteurs de ne pas être exposés à la perte de leurs récoltes de tomates, denrées facilement périssables et à la population de Lomé de s'approvisionner sur place et surtout de consommer les tomates produites localement (tomates biologiques).

Le directeur des filières végétales du ministère en charge de l'Agriculture, Kpadénou Anani Kodjogan a expliqué cette mévente est due au fait que les prix cette année sont exceptionnellement très bas, ce

qui selon lui, se traduit par deux phénomènes. Le premier est relatif aux fournisseurs qui ne trouvent pas de clients au marché et qui sont obligés de jeter les tomates car en les ramenant à la maison ils ne pourront pas les conserver et le deuxième phénomène, c'est lorsqu'ils sont obligés de laisser les tomates sur les pieds au champ afin de permettre aux plantes de sécher rapidement que la normale, indiquant qu'il y a un phénomène qui est exceptionnel cette année du fait que les transactions qui sont habituellement faites en dehors du pays ont été drastiquement réduites pendant que la production locale est très forte alors qu'il n'y pas d'écoulement hors du pays. Il a également précisé qu'une liste est ouverte pour participer à cette action humanitaire pour, non seulement soutenir ces producteurs, mais aussi, contribuer à l'essor de l'économie togolaise. « Cette année les prix de tomates sont exceptionnellement bas. Cela se traduit par deux phénomènes principaux à savoir : la mévente qui amène à l'abandon des tomates dans

les champs et le manque de technique de conservation. Je vous exhorte donc à participer à cette œuvre de solidarité, afin de permettre à ces paysans de subvenir aux besoins élémentaires de leurs familles et de les encourager dans cette culture les années prochaines ». M. Kpadénou a saisi cette occasion pour inviter la population à consommer local. « Nous avons un secteur agricole qui fait plus du 2/3 de la population active. Travaillons pour le développement durable de notre pays. Où que vous êtes, adressez-vous à notre ministère pour faire ensemble cette commande, cette livraison, pour construire la résilience des producteurs », a-t-il conclu.

Pour le directeur de cabinet du ministère en charge de l'Agriculture, Konlani Dindioque, cette opération initiée par son département est une action de solidarité en faveur des producteurs de la filière tomates mais aussi une opportunité d'apprendre à consommer les produits locaux, sains par rapport à ceux que la population importe d'ailleurs. Il a exhorté le public



à faire des commandes auprès de la direction des filières végétales pour leur consommation et celle de leur famille et collègues

de service afin de sauver davantage les producteurs de tomates.

Christian Palley

Libération

Bimensuel togolais d'informations générales d'analyses et de publicité
Récépissé N° 0527 / 08 / 01 / 2016 / HAAC

Siège: Kégué, derrière l'école Kélégougan
Directeur de Publication: Fana Kadoasso
Tél: 90 29 08 73 / 99 42 70 75 / 22 40 95 38

Rédaction:

K. Kévin, Kossivi Palley, Fana Kadoasso.
Mise en page: Benjamin K. Tchabi: 90 36 97 96
Imprimerie: Rad Graphic
Tirage: 2000 exemplaires

ELECTION DES NOUVEAUX MAIRES DU PAYS

Zoom sur quelques maires qui méritent la confiance et suscitent déjà l'espoir des populations

Meyebin-esso Gnassingbé

Meyebin-esso Gnassingbé, a été élu maire de la commune Amou 2 à l'unanimité des onze conseillers municipaux toute tendance confondue soit onze voix sur onze le vendredi 13 septembre 2019. Ce vote à l'unanimité des conseillers municipaux est une marque de l'adhésion populaire autour de sa personne. C'est avec joie et enthousiasme que les populations de la commune de l'Amou 2 ont appris son élection à la tête de leur commune. Et pour cause, le désormais député-maire est un véritable acteur de développement à la base. En effet Meyebin-esso Gnassingbé n'a pas attendu sa candidature ni son élection en tant que député de la circonscription électorale de la préfecture de l'Amou avant de poser des actions de développement dans cette préfecture. Entre autres réalisations à mettre à son actif est le don de lot de matériel médical au CMS d'Amou-Oblo. Outre ce don, le député Mey Gnassingbé a financé aussi les travaux de réhabilitation dudit centre, couplés de don d'une ambulance. Toujours dans ses actions on note les travaux de réhabilitation de centre de santé, des écoles à l'instar de celles de Kadoassokopé et d'Elo, ainsi l'aménagement de la route Kadoassokopé - Larékopé, le pont Ougbo-ali à 17km d'Atakpamé sur le tronçon Hihéatro-Oga et la piste rurale Hihéatro-Otadi-Djidokpo-Yadé-Yala. Sans oublier l'électrification du Lycée d'Amou-Oblo en 2015, la clôture du terrain de football d'Amou-Oblo, la dotation du club de football « Djahini FC » de la localité en équipement sportif et les dons de 15 paquets de 50kgs d'engrais et 50 arrosoirs aux groupements des maraichers de Patatoukou. La



liste des réalisations de l'honorable Meyebin-esso Gnassingbé, n'est pas exhaustive. Après son élection, le député-maire s'est félicité de son élection et a salué le président de la République, Faure Gnassingbé grâce à qui la décentralisation est devenue une réalité au Togo. Pour le Maire d'Amou 2, la décentralisation permettra d'améliorer la légitimité des décisions politiques en rapprochant les décideurs de ceux sur qui elles s'appliquent, indiquant que le processus va améliorer l'efficacité de l'administration, grâce à une meilleure connaissance du terrain par les pouvoirs locaux. Le nouveau maire se donne pour objectif de « fédérer, de rassembler, d'écouter, de partager et de dynamiser » afin de construire ensemble la commune. Il va donc sans dire qu'avec son élection à la tête de la mairie d'Amou 2, l'espoir est permis et les attentes des populations seront un tant soit peu comblées, car ne disait-il pas, « Je serai en permanence à votre écoute et prêt à mobiliser les énergies et les ressources en faveur du bien être et du développement de la préfecture », avait-il déclaré.

Kovi Akoété Adanbounou

Le nouveau maire Kovi Akoété Adanbounou est l'icône de la jeunesse qui incarne la vision du Chef de l'Etat Faure Essozimna Gnassingbé. Son élection à la tête de la mairie est un espoir pour les populations de cette commune en général et en particulier pour la jeunesse qui ne jure que par lui. Il est important de rappeler que M. Kovi Adanbounou, est le président fondateur du Collectif des Jeunes pour le Développement (CJD), un collectif dont le leitmotiv est la paix et le développement. Il fait partie des jeunes togolais dont le dévouement à la cause nationale ne fait l'ombre d'aucun doute et qui s'investissent corps et âme pour l'épanouissement de la jeunesse togolaise dans son ensemble. Kovi à la tête du Collectif des Jeunes pour le Développement (CJD), ne ménage aucun effort à travers la mise en place de projets, pour amener la frange juvénile de la population à cet idéal qu'est la culture de la citoyenneté et l'acquisition du sens de l'entrepreneuriat. « Le Collectif des Jeunes pour le Développement (CJD) est un mouvement qui au regard de la situation sociopolitique souvent tendue au pays, a été initié par de jeunes Togolais sans distinction de partis politiques, d'ethnie ou de rang social, dans le seul but de penser « développement » du Togo. Il s'agit pour nous de se faire violence pour nous débarrasser de nos considérations politiques partisanes pour nous mettre ensemble dans le cadre qui permet de ne défendre que l'intérêt supérieur de notre cher pays, le TOGO. Des divisions, on en avait marre. C'est pourquoi d'ailleurs notre mot d'ordre dit que le Togo, c'est



notre parti politique, et le développement notre candidat », martèle-t-il toujours. Il va sans dire qu'en créant l'ONG Collectif des Jeunes pour le Développement (CJD) ; M. Kovi a pensé d'abord à la jeunesse et ensuite au développement du pays. « Agir pour Bâtir la Cité » est l'un des projets initié par M. Kovi Adanbounou, un projet qui aujourd'hui répond le plus aux demandes des populations à la base qui face au processus de décentralisation enclenché au Togo doivent apprendre à gérer leur propre développement. Elles doivent apprendre à devenir les artisans de leur progrès. C'est dans ce sens d'ailleurs que le CJD en collaboration avec ses partenaires avait organisé la première édition du « mois de la diaspora » du 5 septembre au 5 octobre 2018 avec pour thème, « émigration, décentralisation et opportunités de développement ». L'initiative a pour finalité de renforcer les capacités des jeunes et des femmes sur toute l'étendue du territoire national sur la décentralisation en tant qu'outil de développement.

C'est donc un véritable acteur de développement à la base. Cela dit, avec son élection à la tête de la commune Agoényvé 1, le développement est assuré. D'ailleurs ne disait-il pas pendant la campagne pour les élections locales du 30 juin 2019, « Nos actions s'inscriront dans la continuité de celles du Chef de l'Etat, Faure Essozimna Gnassingbé. Des actions salutaires pour un épanouissement de

la jeunesse, et de toute la population. L'éducation, la santé, l'emploi des jeunes, la promotion des activités génératrices de revenus (...) sont nos priorités à UNIR », avant d'ajouter, « les élections locales sont celles qui permettent d'élire des élus locaux dont le rôle est de s'occuper du développement de leur commune. Ce sont des élections à ne pas négliger, car notre destin en dépend. Nous vous demandons à sortir massivement le 30 juin prochain pour voter les candidats UNIR afin que nous puissions poursuivre les actions de développement entamées par le Chef de l'Etat, Faure Gnassingbé, président de notre parti ». L'intention vaut l'acte dit-on souvent. Mais avec M. Kovi, les actes parlent plus que la parole elle-même. Ainsi, avec ses relations personnelles qu'il a su tisser avec ses partenaires extérieurs à savoir, la diaspora africaine en Amérique et en Afrique et bien d'autres avec qui, il travaille depuis des années sur plusieurs projets de développement au Togo, Kovi Akoété Adanbounou, sera un maire exemplaire et exceptionnel dont le souci majeur sera l'épanouissement intégral des populations. C'est pour cette raison qu'il entend faire de la commune Agoé-Nyvé 1, « une commune de référence de toutes les communes du Togo « une commune moderne » où tous les habitants seront contents et participeront à la gestion de la cité. « Loin de toutes divisions politiques nous sommes capables de développer nos communes, d'assurer leur épanouissement socioéconomique et socioculturel. C'est bien ça la ligne indiquée par le Chef de l'Etat Faure Essozimna Gnassingbé et nous tenons chèrement à cela », a-t-il déclaré. Voilà pourquoi à l'annonce de son élection à la tête de la commune Agoé-Nyvé 1, les populations de cette commune avaient le sourire aux lèvres indiquant qu'avec Kovi Akoété Adanbounou en qualité de maire, l'espoir est déjà permis.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA SAFER ENTRAIDE Mme Sama Kondokissem élue à la tête du nouveau bureau exécutif pour un mandat de trois ans

Suite de la page 6

cérémonie de ces travaux a souhaité que cette association soit pérenne pour bien-être de ses membres. « Il est très important que l'association SAFER Entraide soit pérenne pour soutenir tous ses membres afin d'améliorer leurs conditions de vie et de travail », a-t-il fait savoir.

La fin des travaux de cette assemblée générale a été sanctionnée par la mise en place d'un nouveau bureau exécutif pour un mandat de trois ans. C'est Mme Sama Kondokissem, chef de poste du péage de Davié qui va diriger de bureau pour les trois prochaines années. Elle aura à relever plusieurs défis tels que la mise en

place d'un logiciel de gestion de la SAFER Entraide afin de garantir la sécurité des opérations ; l'adoption des textes visant à les adapter aux réalités du moment ; la promotion de la formation, de l'éducation et le développement économique et social des membres à travers le choix d'une approche de proximité ; le renforcement des capacités des membres des instances dirigeantes de manière à motiver chacun à donner le meilleur de lui-même et l'initiation des actions pour renforcer les ressources propres de l'association. L'importance et la nécessité de l'outil n'étant plus à démontrer, les employés de la Société Autonome de Financement de l'Entretien Routier se

doivent de proposer et d'explorer les meilleures sources de renforcement du capital de leur association. Ce qui permettra d'accroître les appuis en leur faveur.

Pour mémoire, l'association d'assistance et d'entraide des employés de la SAFER (SAFER ENTRAIDE) a vu le jour lors de l'assemblée nationale constitutive qui eut lieu le 11 février 2012. Elle fut créée sous la dénomination CAPER ENTRAIDE et deviendra plus tard en novembre 2013, SAFER ENTRAIDE à la suite de la liquidation de l'institution mère, l'ex-CAPER qui laissa place à la naissance de la SAFER.

Hervé Akpai

Florence Yawa Ahofa Kouigan

Charmante, joviale, toujours souriante avec des cheveux noirs parsemés de blancs, yeux bleus, titulaire d'une maîtrise en droit des affaires, et une maîtrise en communication, cette ex-cadre d'Ecobank, récemment nommée Directrice Adjointe Information et Communication à la présidence de la République, promue Secrétaire Exécutif Adjointe du parti Unir le 29 mai 2019, tête de liste Unir dans la commune de l'Ogou 1 lors des élections locales du 30 juin passé, Florence Yawa Ahofa Kouigan a été élue Maire de la commune d'Ogou 1, pour le compte du parti Union pour la République (Unir), le vendredi 13 septembre 2019. Elle fait par-



tie de cette frange de la jeunesse qui maintient l'appareil gouvernemental du président de la République. Pour ceux qui la con-

Suite à la page 4

ELECTION DES NOUVEAUX MAIRES DU PAYS

Zoom sur quelques maires qui méritent la confiance et suscitent déjà l'espoir des populations

Suite de la page 7

Kamal Adjayi



M. Kamal Adjayi, président du mouvement Engagement pour l'Avenir, militant convaincu du parti UNIR, issu de la diaspora a été candidat aux élections municipales sous la bannière du parti politique Union pour la République. Il a été élu maire de la commune Golfe 3 par les autres élus locaux toute tendance politique confondue. L'élection du nouveau maire de la commune Golfe 3 a été saluée par les populations qui souhaitent le voir au perchoir de cette commune ceci pour plusieurs raisons. D'abord Kamal Adjayi est un acteur de développement à la base. Bien avant sa candidature, il a posé plusieurs actions en faveur des couches démunies et pour le développement des quartiers de la ville de Lomé. Nous en voulons pour preuves, ses œuvres humanitaires et actions sociales qu'il a entamées dans le pays en faveur des personnes démunies. En effet Kamal Adjayi a posé plusieurs actions et dans la foulée, plusieurs établissements scolaires ont bénéficié de la générosité de Kamal ADJAYI à travers des dons de kits scolaires et d'équipements sportifs. Il a été au chevet des mères et leurs nouveau-nés de l'hôpital de Bè le vendredi 5 avril 2019 en leur offrant des kits composés de vivres et de non-vivres qui ont été un ouf de soulagement pour ces dernières. Le généreux donateur qui n'est autre que Kamal Adjayi, entendait par ce geste, apporter sa pierre à la construction d'une nation prospère. « *Nous apportons tout simplement notre pierre à l'édifice. Après l'éducation, nous nous tournons vers la santé. On commence avec l'hôpital de Bè où on a donné aux mamans de*

quoi entretenir les bébés pour qu'ils grandissent dans de bonnes conditions. On ira également dans les autres hôpitaux où le besoin se fait sentir », avait-il déclaré. Après la santé, le prochain projet annoncé avant son élection au poste de maire est celui d'offrir l'eau potable aux nécessiteux. Kamal Adjayi, un patriote, un citoyen engagé au service de son parti, de son pays et de son peuple. C'est dans cette logique qu'il a créé son mouvement Engagement pour l'Avenir (APE), un mouvement citoyen à travers lequel il voudrait inculquer des valeurs civiques et citoyennes aux jeunes, les invitant à sortir du climat politique et à s'engager pour le développement du Togo. Citoyenneté, union, entraide et solidarité, c'est autour de ces valeurs que Kamal ADJAYI appelle les jeunes togolais à fédérer leurs énergies. Pour le président de l'association « Engagement pour l'avenir », les jeunes doivent se mettre ensemble pour s'entraider et se pousser les uns les autres parce qu'il n'y a que sur cette base

que le Togo peut aller de l'avant. Ce qui justifie les actions sociales et œuvres humanitaires qu'il pose sur toute l'étendue du territoire national. « *Développer un pays, de nos jours, n'est pas une affaire d'un homme ou d'un gouvernement. Nos actions viennent en appui aux efforts du gouvernement. C'est aussi notre façon de contribuer au développement de ce pays très cher à nous tous* », fait-il savoir. Convaincu que le Plan National de Développement (PND), lancé par le Chef de l'Etat, contribuera à développer notre pays, Kamal Adjayi salue l'initiative du Chef de l'Etat en mettant en place cet ambitieux programme qui entend acter le développement du Togo à l'horizon 2022. « *Je profite de votre plateau pour dire à mes concitoyens de la diaspora que chacun devrait se mêler à la chose et accompagner le développement du pays à travers ce plan qui nous est proposé. Notre pays regorge beaucoup de talents. Si chacun y mettait du sien, on pourra vraiment parvenir à quelque chose de réaliste à l'horizon 2022* », a-t-il indiqué. Voilà une personnalité pleine de bonnes idées, animée des intentions nobles, porteuse d'initiatives louables et déjà en action sur le terrain. Avec son élection à la tête de la commune Golfe 3, il ne fait l'ombre d'aucun doute que sa priorité sera de développer cette commune dans tous les sens ; l'épanouissement et le bien être des populations de la commune dont il a la charge. C'est pourquoi, nombre d'observateurs et les populations pensent qu'avec Kamal Adjayi à la tête de la commune Golfe 3, il y a lieu d'espérer.

Franck Segó



L'honorable député Franck SEGO, militant convaincu du parti Union pour la République, questeur à l'assemblée nationale de 2013 à 2018, Président fondateur de l'association Alliance des Jeunes pour le Développement du Togo (AJD-Togo), est un véritable acteur de développement à la base. C'est dans le souci de mieux s'occuper des questions de développement à la base qu'il a jugé utile de mettre en place cette association dédiée au développement du pays. candidat tête de liste aux élections locales dans la commune de Zio 4 pour le comte de son grand parti UNIR, il a été à juste titre porté à la tête de cette grande commune. Pour avoir été et demeuré l'un des cadres qui est toujours proche de la population et constamment à son écoute, les populations de la commune Zio 4 n'en demandaient pas mieux. L'honorable Franck Segó est la personnalité qui incarne au mieux les aspirations des populations de la préfecture de Zio encore moins celles de la commune 4. C'est pourquoi son élection a été le moins qu'on puisse dire, un ouf de soulagement. Segó apparaît aujourd'hui et plus

que jamais aux yeux des populations de Zio comme un « messie » pour plusieurs raisons. Toujours aux cotés de sa population, il a entrepris des actions dans l'amélioration des conditions de vie de ses concitoyens à travers des dons de vivres et non vivres aux couches les plus vulnérables de la préfecture, des kits scolaires aux élèves de la préfecture à chaque rentrée scolaire, le financement des artistes lauréats du concours des Awarads de la musique de Zio. Honorable Franck SEGO, homme de conviction au service du développement à la base n'a de cesse œuvrer pour l'émancipation des couches les plus vulnérables de la société à travers ses actions sociales et œuvres humanitaires. Discret et pragmatique, il a déjà à son actif la construction des écoles meublées en tables-bancs, l'équipement des centres de santé, Homme de principes qui est résolument tourné vers l'épanouissement de la jeunesse, et le bien-être de ses concitoyens, Franck Ségo, homme pragmatique est présent dans toutes les sphères du développement intégral et communau-

taire. On peut ajouter à son actif la construction du Lycée de GAPE WONOUGBA, la gratuité des cours offert aux élèves du Lycée et la prise en charge du personnel enseignant de ladite localité, la dotation du Lycée en matériels didactiques, son intervention dans d'autres secteurs de l'Education notamment le primaire et le collège d'enseignement général, la santé et le marché de WONOUGBA ; la construction du Lycée de Gapé Centre, la construction de l'Ecole Primaire Publique de GUINDJI, la construction du CEG de GUINDJI doté de panneaux solaires et de matériels informatiques, l'implantation

Bossiade Koudjo



M. Bossiade Koudjo, est Directeur Général de Boss Industrie. Militant convaincu du parti Union pour la République, il a été candidat tête de liste aux élections locales dans la commune Wawa 2. Le vendredi 13 septembre 2019, il a été élu maire de cette mairie avec score honorable signe de l'unanimité qui se dégage autour de sa personne dans cette localité. C'est dans une liesse totale que les populations ont célébré son élection, une manière pour dire que ses collègues conseillers ne se sont pas trompés de personne et c'est la bonne personne qu'il fallait à ce poste. En effet le canton de Gbadi N'Kugna est en plein développement et c'est M. Bossiade Koudjo qui a fait de ce canton ce qu'il est aujourd'hui. Ses innombrables réalisations dans cette localité l'ont transformé en un « Eldorado » où il fait bon vivre. L'incarnation de la vision du Chef de l'Etat pour le développement à plusieurs actions à son actif. Pour soutenir le mandat social du Chef de l'Etat Faure Essozimna M. Bossiade Koudjo a multiplié plusieurs réalisations dans le canton de Gbadi N'Kugna. On peut citer entre autres actions à mettre à son actif, l'électrification du chef lieu de canton avec des lampadaires solaires, la construction des bâtiments du lycée du milieu équipé de tables-bancs, l'octroi de bourses aux jeunes bacheliers du milieu pour pouvoir poursuivre leurs études dans des universités privées du Maroc. A cela s'ajoute son soutien au Plan National de Développement (PND) lancé le 04 mars 2019 par le Président

de la République. C'est dans cette dynamique qu'il a lancé le samedi 15 juin 2019 en partenariat avec ses partenaires marocains. Le projet « Renforcement de la production des filières gingembre et poivre dans le Wawa », un projet dédié à la culture et à long terme à la transformation de gingembre et de poivre à Gbadi N'Kugna chef lieu de la commune de Wawa 2 dans la préfecture de Wawa, véritable grenier de la production de ces deux produits. Ce projet viendra résoudre aux nombreuses difficultés que rencontrent les producteurs, la mévente, notamment. « *Notre projet s'inscrit parfaitement dans le plan national de Développement (PND) adopté par le gouvernement le 03 août 2018 et lancé officiellement le 04 mars 2019 par le Président de la République, Son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé* », a-t-il déclaré. Ce sont là des actions de développement qu'a déjà posé le DG Bossiade dans le canton de Gbadi N'Kougna et ses environs. Avec son élection à la tête de la commune de Wawa 2, il n'hésitera pas un seul instant à nouer des partenariats avec d'autres communes des pays développés pour un partage d'expériences, de transfert de compétences et la recherche de financement pour développer cette commune qui lui est très chère. L'ambiance qui a régné après l'annonce de son élection montre à suffisance que les populations savent compter sur lui et attendent beaucoup de lui. « *Je remercie le Chef de l'Etat pour sa politique de décentralisation qui nous permet désormais de développer notre commune Wawa 2. Nous allons faire tout ce qui est de notre possibilité pour faire venir des partenaires qui vont nous aider à développer notre commune, créer des emplois aux jeunes, créer des conditions idoines aux agriculteurs. Je suis très fier d'être élu maire de Wawa 2 et à ce titre, je ne ménagerai aucun effort pour développer des infrastructures routières et socioéducatives pour le bien des populations* », a-t-il souligné juste après son élection. C'est pour cette raison qu'il est loisible de dire qu'avec le DG Bossiade à la tête de la commune Wawa 2, l'espoir est déjà permis.

Suite à la page 9

ELECTION DES NOUVEAUX MAIRES DU PAYS

Zoom sur quelques maires qui méritent la confiance et suscitent déjà l'espoir des populations

Suite de la page 8

Henri Bamaze



Jovial, toujours souriant, taciturne, pondéré, rassembleur d'homme avec un sens large d'écoute, candidat sur la liste Unir dans la commune Binah1 lors des élections locales du 30 juin 2019, Henri Bamaze a été élu Maire de cette commune, pour le compte du parti Union pour la République (Unir), le dimanche 15 septembre 2019. Il est l'homme qui de tout temps fait l'unanimité au sein des filles et fils de la préfecture de la Binah et surtout du canton de Lama-Dessi. Son élection à la tête de la mairie de la Binah 1 était vivement souhaitée. Aujourd'hui c'est chose faite. En effet l'élection de M. Henri Bamaze sonne comme une marque de confiance et de reconnaissance pour son travail, son dévouement à la cause du parti auquel il appartient et de celle des populations de sa préfecture natale principalement son canton. C'est donc un honneur et une fierté pour les hommes et femmes de son canton pour le choix porté sur un de leur fils en l'occurrence Henri

Bamaze en qualité de maire de la commune Binah 1 suite aux élections locales, premières du genre après 32 ans. C'est en cela d'ailleurs que les populations de cette commune s'en réjouissent.

Bosseur hors pair, chevronné et rompu à la tâche, ce fils de Farendé s'est fait un nom grâce à son amour pour le travail bien fait. M. Henri Bamaze mettra donc sa compétence, son dynamisme, son efficacité, son savoir-faire et surtout son expérience accumulée pendant des années au bénéfice du dévelop-

pement de sa commune, de l'épanouissement puis le bien être de la population qui est très fière de sa brillante élection. Les observateurs avisés estiment que le nouveau maire n'est pas un parachutiste ni un usurpateur encore moins un parvenu mais quelqu'un qui s'y connaît, qui a mérité amplement ce poste et sera à la hauteur de la mission à lui confiée. Pour les populations de la commune de la Binah 1, c'est un ouf de soulagement car disent-elles, avec M. Bamaze à la tête de leur commune, l'espoir est permis puisque, pensent-elles qu'il consacra tout son temps pour s'occuper des problèmes auxquels fait face leur commune. C'est dans la liesse totale et enthousiasme que ces populations ont accueilli son élection à la tête de la commune Binah 1. D'ores et déjà la rédaction du journal Libération souhaite bon vent au nouveau maire et plein de succès dans sa nouvelle fonction.

Assemuah Ogah Yao



Assemuah Ogah Yao, a été le point focal du parti UNIR dans la préfecture de Wawa depuis 2012 jusqu'à la mise en place des instances de ce parti en décembre 2017. Il a été le porte étendard de son parti aux élections législatives de 2018 dans la circonscription de Wawa. Candidat sur la liste de UNIR dans la commune de Wawa 1 au cours des élections des conseillers municipaux, M. Ogah Yao a été élu maire de la commune Wawa 1 le vendredi 13 septembre passé avec 12 voix sur 15, une élection qui a été saluée par non seulement par les cadres et l'ensemble des conseillers UNIR élus dans cette commune mais aussi par les populations de cette commune, ceci pour son engagement aux côtés des populations mais pour son engagement pour le développement de ville de Badou. Son élection par ses collègues est une marque de confiance faite à sa personne pour son dévouement pour la cause de leur grand parti Union pour la République et pour la population à la base. Très proche des populations et constamment à leur écoute, avec son élection en qualité de maire, il s'occupera des problèmes de développement de la commune en s'attaquant aux priorités telles que les infrastructures sanitaires, éducatives bref des infrastructures socio collectives.

Les enjeux pour la mission qui m'est confiée sont grands et les défis sont énormes. Mais je voudrais dire que dans un concept de développement participatif, nous allons travailler pour le rayonnement de l'éducation, combler les défaillances en matière de santé, accompagner les agriculteurs, être un appui pour les jeunes en matière de l'entrepreneuriat et d'emploi. Bref travailler d'une manière collégiale pour développer notre commune». Le nouveau maire est un rassembleur d'homme et à ce titre il entend travailler de concert avec les autres conseillers mêmes ceux qui ne l'ont pas élu pour rendre la commune Wawa 1, une mairie modèle. C'est fort de ces atouts et ses prédispositions que les populations estiment qu'avec lui à la tête de la commune 1 l'espoir est permis.

Aimé Koffi Djikounou



M. Djikounou Koffi Aimé, est délégué communal du Mouvement des jeunes Unir (MJU) d'Aflao-Sagbado. Il a été candidat sur la liste UNIR pour les élections locales du 30 juin passé. Le jeudi 12 septembre, lors d'une élection pleine de suspense, Djikounou Koffi Aimé a été élu maire de la commune Golfe 7. De l'avis des observateur, celui-ci mérite ce poste quand on connaît son engagement dans la lutte contre la pauvreté, le chômage des jeunes, la pauvreté et surtout pour le développement intégral de sa localité. En qualité de délégué communal du Mouvement des jeunes Unir (MJU) d'Aflao-Sagbado, M. Djikounou n'avait attendu un seul instant pour être maire avant d'engager des actions de développement et celles qui concourent à freiner le chômage des jeunes. C'est dans cette logique d'ailleurs qu'il avait organisé le lundi 25 mai 2019 à Lomé une formation gratuite des jeunes filles en couture et la 2ème vague de la formation des jeunes en fabrication des savons en liquides à laquelle avaient pris part 500 jeunes. Le lancement de la 2ème vague des jeunes filles en couture n'était que la suite logique d'une série de formation gratuite à l'endroit de 500 jeunes filles de la commune d'Aflao-Sagbado en fabrication du savon liquide lancée le 15 mai dernier par le MJU. C'est une séance de

formations en trois (3) volets notamment la fabrication en savon, des perles et la formation en couture. Placée sous le thème, « jeunes engagés pour le développement de la commune de Sagbado », M. Djikounou voudrait tout simplement à travers ces séries de formation apprendre aux jeunes de sa commune à pêcher du poisson plutôt que de leur en donner à chaque fois. Une démarche qui s'inscrit dans la vision du Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé, Président de leur grand parti UNIR. « Il est temps avions-nous pensé, de changer nos préjugés, de revaloriser les jeunes, de les considérer autrement, de mieux les estimer, de mieux les écouter et enfin de mieux les utiliser à des fins participatives et

nobles » « Ce projet a pour ambition, d'offrir à la jeunesse de Sagbado, des formations pratiques en vue de les outiller pour leur propre développement, l'auto-emploi qui constitue la voie royale à exploiter pour la promotion de notre jeunesse », avait-il déclaré au cours de la formation. Aussi, faudrait-il rappeler que c'est grâce à Djikounou Koffi Aimé, le parti Union pour la République s'est fortement implanté dans le canton d'Aflao-Sagbado et de ses environs avec une adhésion massive des populations aux idéaux de ce parti et à la vision du chef de l'Etat. C'est pourquoi son élection a été bien saluée tant au niveau de son parti qu'au niveau des populations de la commune Golfe 7 qui estiment qu'il mérite bien ce poste et qu'avec lui, tout l'espoir est permis. « Je voudrais remercier le Chef de l'Etat Faure Gnassingbé pour sa politique de paix, de développement et surtout pour son ingénieux Plan National de Développement, pièce maîtresse de notre futur Plan communal de développement (PCD). Je voudrais rassurer les populations de ma détermination à s'occuper essentiellement des problèmes de notre commune et c'est ensemble que nous allons développer notre commune », a-t-il déclaré. Comme on le voit bien, l'élection de M. Djikounou Koffi Aimé est saluée et suscite déjà l'espoir.

34 E JOURNÉE DU CILSS

La problématique de l'ensablement et de la pollution au centre de la célébration au Togo

Une communication sur les stratégies de lutte contre la pollution et l'ensablement des cours d'eau a marqué la célébration de la 34e journée du Comité permanent inter-état de lutte contre la sécheresse dans le sahel (CILSS), le jeudi 12 septembre à Lomé. Cette célébration est axée sur le thème « Accroître la productivité des terres par la promotion des cours d'eau au Sahel en Afrique de l'ouest ». Elle est organisée par le ministère de l'Agriculture, de la Production animale et halieutique. L'objectif est de rendre visibles les actions du CILSS dans les pays membres et sur le plan international et de susciter des réflexions entre les acteurs de ce secteur en vue de contribuer à l'accroissement de la productivité des terres à travers la lutte contre l'ensablement et la pollution des cours d'eau.

Le directeur de cabinet du ministère de l'Agriculture, de la Production animale et ha-

lieutique, Konlani Dindioque a rappelé que les cours d'eau jouent un rôle essentiel dans le cycle hydrologique. « Ils sont à la fois des canaux versants pour l'eau de surface, des habitats pour un très grand nombre d'organismes, une source de nourriture et des corridors de migration. Mais l'aridité du climat et la diminution des débits observés, depuis plusieurs décennies dans les bassins en Afrique de l'ouest et au Sahel, associées localement à une pression foncière, ont fortement contribué à la dégradation généralisée des ressources en eau et à l'aggravation de l'érosion hydrique et éolienne, concourant directement à l'ensablement des cours d'eau drainant ces bassins », a-t-il poursuivi. M. Konlani Dindioque a précisé que « de plus, l'action de l'homme, au-delà du phénomène climatique, notamment les rejets des af-

Suite à la page 10

Pour vos besoins publicitaires,
contactez-nous au
90 29 08 73 / 99 42 70 75

ENERGIE RENOUVELABLE

Les spécialistes du secteur à Lomé pour l'élaboration d'un cadre juridique et harmonisé

L'énergie solaire n'est plus une option, c'est plutôt une nécessité. Les spécialistes du secteur font l'inventaire de la situation et s'accorde sur l'élaboration d'un cadre juridique et harmonisé. L'objectif est d'accéder à cette énergie à moindre coût.

L'énergie solaire a un fort potentiel pour les pays subsahariens. Elle fonctionne hors réseau et sa construction est rapide avec une simplicité d'exploitation à la clé. Malgré les multiples avantages que cette énergie renouvelable présente, son coût de financement reste élevé à cause de la technologie qu'elle utilise. La mise en place d'un cadre juridique harmonisé applicable aux pays pilotes de la sous région dont le Togo s'impose, d'où ces échanges entre experts du domaine. « Le potentiel solaire existe. Il est important en Afrique particulièrement en Afrique

subsaharienne. Aujourd'hui, le point de blocage est l'absence de cadre juridique harmonisé et l'absence de possibilité d'agréger les projets pour une masse critique qui permet la mise en place de financement de garantie adaptée pour permettre le développement de ce projet. On va travailler aujourd'hui à recueillir tous les besoins des acteurs du secteur de l'énergie au Togo pour pouvoir mettre en place un outil, un cadre supra national », a expliqué M.

Le Togo a amorcé sa transition énergétique, il y a quelques années déjà. Le pays veut arriver à 50% d'utilisation de l'énergie solaire dans les ménages d'ici 2030. L'adoption d'un cadre collectif supra national optionnel serait avantage dans l'attente de cet objectif. « Nous avons un taux d'électrification très bas. Nous sommes autour de 12% et tout le monde se plaint

que l'énergie est très chère. Il est donc important de trouver les moyens de baisser les coûts et aujourd'hui le soleil est vraiment la source de production qu'on gère. Il faudrait qu'on en tire profit. L'atelier d'aujourd'hui vise à créer un cadre qui va au-delà des limites du Togo, un cadre supranational qui permettra de promouvoir, de financer les projets solaires à grande échelle », fait savoir M. Tiem Boldja, Directeur Général de l'Agence Togolaise d'électrification Rurale et des Energies renouvelables (AT2ER).

Il va sans dire que l'énergie solaire n'est pas une option mais une nécessité, d'autant plus qu'elle permet de lutter contre les changements climatiques et de créer de l'emploi. Cette initiative de Lomé découle des plans d'action de l'alliance solaire internationale en Afrique.

DAPAONG / SOUTIEN AU MANDAT SOCIAL DU CHEF DE L'ETAT ET PROMOTION DE L'EXCELLENCE

AJUT fait don de kits scolaires aux élèves démunis et un important lot de matériel didactique aux établissements

La rentrée scolaire a démarré le lundi 16 septembre 2019 sur toute l'étendue du territoire nationale. Si pour la plupart des parents d'élèves cette rentrée est un casse tête chinois, tel n'est pas le cas pour les parents des élèves démunis de la ville de Dapaong. Et pour cause, l'Association des Jeunes pour l'Union des Togolais (AJUT) a volé à leur secours. Cette association leur a offert des kits scolaires composés de cahiers, des ensembles géométriques, des bics, etc et un important lot de matériel didactique aux élèves et aux établissements.



M. LARE Benjamin, Pdt de AJUT remettant du matériel didactique aux enseignants

Plus de six cent (600) élèves (du primaire, collège et lycée) ont reçu des kits scolaires composés de cahiers, des ensembles géométriques, des bics, etc... le tout dans les sacs d'écoliers. Tout ceci est offert par l'Association des Jeunes pour l'Union des Togolais (AJUT) ; les cérémonies de remise ont eu lieu à l'EPP Kombonloaga, à l'EPP Bodjopaj et au bar Dapaong Sud de la ville en présence des premiers responsables du monde scolaire, des parents d'élèves et les autorités de la ville de Dapaong. Les

enfants et surtout à soutenir le mandat social du Chef de l'Etat Faure Essozimna Gnassingbé. « La présente action de l'AJUT s'inscrit dans le chronogramme de ses activités de soutien aux personnes vulnérables et aux enfants des familles pauvres; pour cette année, c'est le tour des élèves filles et garçons issus des familles démunies une façon de contribuer à l'éradication de la non scolarisation des enfants et surtout encourager ces familles vulnérables à maintenir le suivi



Pour le président national de l'AJUT, M. LARE Benjamin, ce geste contribue à mettre fin à la déscolarisation des enfants dans le milieu et à pousser les parents à avoir un œil attentif sur les étu-

des études de ces enfants que nous avons réunis aujourd'hui. Pour l'AJUT, il faut préparer la

Suite à la page 11

34E JOURNÉE DU CILSS

La problématique de l'ensablement et de la pollution au centre de la célébration au Togo

Suite de la page 10

fluents pollués provenant de ses activités industrielles et agricoles, dans les fleuves sans aucun traitement, constitue une menace majeure

pour le secrétaire permanent national du CILSS, Otchotcho Kokou le thème de la 34^e journée permet de faire mieux connaître l'ampleur de la problématique de l'ensablement des

liorer et amplifier les acquis dans la lutte contre ces phénomènes. Pour M. Otchotcho, il convient de définir des axes d'intervention qui doivent viser des actions directes sur le processus d'envasement et de pol-



pour l'exploitation optimum et durable de la ressource pour accroître la production agricole ». Devant ce fléau, il affirme qu'il y a une nécessité urgente de faire un plaidoyer pour étendre et approfondir des observations tout au long des fleuves pour appréhender le phénomène dans toute son ampleur et imposer une large sensibilisation et prise de conscience de tous les usagers des

cours d'eau à un large public et ses impacts potentiels sur la production agricole à long terme. Il permet également, a-t-il dit, de présenter les actions déjà engagées par les acteurs, notamment les organismes de bassin sur ces deux phénomènes de l'ensablement/envasement et de la pollution des cours d'eau ; de partager et d'enrichir les idées et axes d'actions à entreprendre pour amé-

liorer et amplifier les acquis dans la lutte contre ces phénomènes. Pour M. Otchotcho, il convient de définir des axes d'intervention qui doivent viser des actions directes sur le processus d'envasement et de pollution. Ces actions sont, selon lui, le renforcement des capacités des populations des différents bassins, l'amélioration de leurs connaissances sur ses impacts et la protection physique des cours d'eau et leurs bassins contre ce phénomène, la mise en place des mesures d'adaptation au changement climatique ainsi que la résilience des populations vivant dans ces bassins.

Christian Palley

Libération, votre journal au coeur de l'actualité qui libère

ARMP: la mission d'évaluation du Système des marchés publics lancée officiellement

L'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) était à une rencontre de lancement officiel de son programme d'évaluation le mercredi 18 septembre 2019 à Lomé. Pour cette année, la méthodologie qui sera utilisée est la méthodologie MAPS II. Etait présent à cette rencontre Secrétaire Général du ministère de l'économie et des finances, représentant le ministre, le DG de l'ARMP et d'éminentes personnalités.

L'Autorité de Régulation des Marchés Publics est une institution qui promeut la transparence dans la passation des marchés publics. Pour mener à bien son programme, elle organise chaque année des missions d'évaluations dont celle de MAPS pour cette année, lancée le mercredi 18 septembre 2019. Le système togolais des marchés publics a déjà eu dans le passé à

notamment par sa conformité aux directives de l'UEMOA et aux indicateurs de l'OCDE. « Je saisi cette occasion qui m'est offerte pour vous rappeler votre devoir qui est celui de fournir à la population, des services publics de qualités pour favoriser le développement de notre pays. Se soustraire de cette obligation citoyenne revient à saboter l'évolution de son propre

C'est pourquoi le DG de l'ARMP, Aftar Touré Morou, précise que l'intérêt de cette démarche pour notre système de passation des marchés publics est de le rendre plus fiable et conforme aux procédures des partenaires techniques et financiers, de sorte à favoriser l'utilisation des procédures nationales.

« Le gouvernement pour cette nouvelle conception d'éva-



faire l'objet de plusieurs évaluations qui se sont améliorées graduellement au fil des années. Cette nette amélioration s'explique surtout par les grandes réformes engagées dans le secteur des marchés publics à partir de 2009.

Selon le SG, Kossi TOFIO, représentant son ministre de tutelle, ces réformes ont permis de hisser notre système des marchés publics au rang des pratiques admises à l'internatio-

pays » a-t-il exhorté. La principale innovation apportée par la réforme est la séparation des fonctions de passations de celles de contrôle et de la régulation.

Ainsi pour mesurer le degré de la transparence et l'efficacité du système des marchés publics au Togo, le gouvernement a entrepris d'évaluer à nouveau son système des marchés publics suivant la méthodologie harmonisée d'appréciations (MAPS II).

luation de notre système de passation des marchés publics est de concilier les bonnes pratiques de gouvernance des marchés publics et les standards internationaux en la matière » a-t-il ajouté.

Il faut dire que l'ARMP travaille d'arrache pied pour rendre transparente et lucide l'économie togolaise. C'est pourquoi chaque année elle procède à l'évaluation du système de passation des marchés.

Lutte contre la xénophobie en Afrique du Sud, le Forum de la Diaspora Africaine dénonce ce crime contre l'humanité

Les ressortissants des pays africains vivant en Afrique du Sud ont été victimes de la xénophobie, la haine contre les étrangers. C'était au cours d'une conférence de presse que le Forum de la Diaspora Africaine a dé-

ger ces sud africains qui prônent cette xénophobie. La xénophobie étant « un crime » le FDA demande aux chefs d'Etats Africains de se prononcer clairement sur la situation et exige également que le gouvernement inter-



noncé avec dernière rigueur ces exactions commises par les sud africains le vendredi 20 septembre 2019 à Lomé

Lors d'une conférence de presse, ce vendredi à Lomé, la section de l'Afrique de l'ouest du Forum de la Diaspora Africaine a clairement dénoncé et condamné avec dernière rigueur les dernières violences en Afrique du sud. Selon Dabur AMOS, le Président du Forum de la Diaspora Africaine, le FDA se trouve aujourd'hui dans l'obligation de faire savoir au monde entier que « l'Afrique du Sud va mal ». Le pays de « Nelson Mandela » souffre d'une maladie qui est la xénophobie. Il urge alors de passer par tous les moyens pour découra-

viennne pour mettre fin à cette problématique. Pour le FDA, le gouvernement sud africain est entrain de « politiser » ce problème lié à la xénophobie et il s'inquiète pour cela. Le Forum de la diaspora africaine section ouest africaine envisage envoyer des lettres dans les jours à venir aux institutions Africaines comme celles du monde entier pour dénoncer cette situation et invite celles-ci à mener des actions judiciaires afin de décourager « ces fauteurs de troubles ».

Il faut préciser que plusieurs pays dont le Bénin, le Mali, le Ghana, le Centrafrique et le Congo ont pris part à cette grande conférence de presse.

Christian Palley

Concours du génie en herbe OHADA, le Cameroun sacré meilleure équipe

Le Togo accueille pour la première fois le concours du génie en herbe OHADA qui est à sa 11ème édition. Après les étapes des éliminatoires et de la demi-finale, s'est déroulée le samedi 14 septembre 2019 la grande finale de ce concours. Cette finale a vu opposer les équipes du Mali et du Cameroun et l'issue c'est le Cameroun qui est sacré meilleure équipe et a obtenu le prix du « meilleur mémoire » de l'année. Mais, le prix du « meilleur plaideur » est revenu au Togo pays organisateur de l'événement.

Selon Amenyinou Godwin, project manager de l'événement, le bilan est très satisfaisant. « Sur le plan organisationnel nous avons beaucoup de défis à relever et je pense que nous nous sommes parvenus, je crois pouvoir bien que, nous avons réalisés au vue des félicitations que nous avons reçu de nos divers partenaires, le groupe Total notamment et des participant. Je crois nous pouvons dire que nous avons réalisé l'une des meilleures éditions si non la meilleure » a-t-il souligné. Il estime être séduit de voir à quel point les candidats avec une grande aisance rappelaient les dispositions des actes uniformes à chaque fois qu'ils prenaient la parole, c'est dire que le travail d'appropriation s'est réellement fait et pour cela il s'est dit être fier et satisfait. Il précise également qu'il y a des insuffisances malgré la réussite de l'événement qu'ils comptent améliorer dans les années à venir « A chaque fois

nous essayons de faire mieux, nous allons forcément faire l'analyse critique de cette édition, elle est bonne mais il y a toujours les choses qu'on peut améliorer »

L'équipe du Cameroun s'est pour sa part, réjouie de sa victoire et affirme avoir beaucoup appris de la compétition. « Nous sommes profondément émus et surtout c'est un grand honneur pour nous d'avoir hissé les couleurs de notre pays au-delà des frontières et nous avons beaucoup appris de cette compétition », a affirmé Assou Steve, membre de l'équipe du Cameroun. Notre force précise-t-il, « était le travail et la complicité entre les membres de l'équipe. » Fut-il le souligner, le concours international génie en herbe OHADA (GIGHO), s'inscrit dans le cadre de la vulgarisation du droit OHADA, particulièrement en milieu universitaire.

Il faut noter que le Cameroun et le Mali sont pour la première fois finaliste de la compétition.

DAPAONG / SOUTIEN AU MANDAT SOCIAL DU CHEF DE L'ETAT ET PROMOTION DE L'EXCELLENCE

AJUT fait don de kits scolaires aux élèves démunis et un important lot de matériel didactique aux établissements

Suite de la page 10

relève de demain ; donc nous voudrions soutenir ainsi le chef de l'Etat, son Excellence Faure Essozimna GNASSINGBE, président de la république et tout son gouvernement dans leurs efforts qui consistent à adopter des mesures et des programmes propres pour améliorer les conditions des jeunes et à faciliter leur épanouissement via leur formation. Pour cela, nous saluons et louons les efforts du

gouvernement en matière de promotion de l'éducation pour non seulement assurer une relève rassurante et de qualité mais aussi qui pourra lutter contre le chômage et le sous-emploi. Pour nous, il est temps d'œuvrer pour bâtir un nouveau type de jeunes imbus des valeurs républicaines, responsables, autonomes et capables de se prendre en charge en comptant sur ses propres potentialités en passant par une éducation bien reçue », a-t-il déclaré.

L'AJUT n'est pas à sa première action, elle a toujours créé des conditions idôles pour mieux assurer la formation de qualité des jeunes et des femmes et favoriser l'émergence d'une population responsable, éprise de valeurs, de solidarité et fortement engagée dans le développement durable de son pays. En juin passé, elle a procédé au reboisement des aires protégées ceci pour contribuer à la mise en œuvre du PND.

Jusqu'au 30 Septembre 2019



TOGO CELLULAIRE a 21 ans, passez des appels illimités vers 2 numéros préférés !



Parlez illimité

complice en intra-réseau

*919*14*1#

300 Fcfa

2 numéros complice illimité en intra-réseau

Souscription *919*14*1*1#

1 jour

1000 Fcfa

2 numéros complice illimité en intra-réseau

Souscription *919*14*1*2#

10 jours

2000 Fcfa

2 numéros complice illimité en intra-réseau

Souscription *919*14*1*3#

30 jours

NB: changement de numéro complice *919*14*1*4# (coût 200f) | Solde : *919*14*1*5#

#21ans #JoyeuxAnniversaire



LE MEILLEUR RÉSEAU DATA ET LES APPELS LES MOINS CHERS AU TOGO !

